



Assemblée générale

Distr. LIMITÉE

A/AC.105/C.2/L.203

3 mars 1997

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE
Sous-Comité juridique
Trente-sixième session
Vienne, 1er-18 avril 1997

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la session.
2. Déclaration du Président.
3. Questions de l'examen et de la révision éventuelle des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace*.
4. Questions relatives à la définition et à délimitation de l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment aux moyens de l'utiliser de façon rationnelle et équitable, sans porter atteinte au rôle de l'Union internationale des télécommunications*.
5. Questions diverses.

*L'Assemblée générale, au paragraphe 4 de sa résolution 51/123, a approuvé les recommandations du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique tendant à ce que, à sa trente-sixième session, le Sous-Comité juridique, tenant compte des préoccupations de tous les pays, en particulier de celles des pays en développement, continue d'examiner les points 3 et 4 de l'ordre du jour, le point 4 étant examiné par son groupe de travail. Au paragraphe 5 de la même résolution, l'Assemblée générale a également approuvé la recommandation du Comité tendant à ce que, à sa trente-sixième session, le Sous-Comité juridique suspende l'examen, dans le cadre de son groupe de travail, des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace, en attendant les conclusions des travaux du Sous-Comité scientifique et technique, sans préjudice de la possibilité de réunir de nouveau le groupe de travail chargé de l'examen de cette question si, de l'avis du Sous-Comité juridique, des progrès suffisants ont été faits à la session de 1997 du Sous-Comité scientifique et technique pour justifier que le groupe de travail soit convoqué à nouveau.

Annexe

CALENDRIERS PROVISOIRES DES TRAVAUX

1. L'Assemblée générale, au paragraphe 7 de sa résolution 51/123, a fait siennes les recommandations et décisions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant l'organisation des travaux du Sous-Comité juridique. Le Comité, à sa trente-neuvième session (Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 20 (A/51/20, par. 213)), a rappelé sa recommandation selon laquelle le Sous-Comité juridique devrait modifier chaque année l'ordre dans lequel il examine les questions de fonds inscrites à son ordre du jour. Toutefois, le Comité a fait siennes les recommandations du Sous-Comité juridique tendant à ce que le roulement soit suspendu pour la session de 1997, ces questions étant examinées dans le même ordre qu'en 1996 (point 4 et 3).
2. Le Comité, à sa trente-neuvième session (A/51/20, par. 214), a pris note des mesures adoptées initialement par le Sous-Comité juridique à sa trente et unième session, ainsi que des mesures supplémentaires convenues pour la trente-deuxième session, afin d'utiliser plus efficacement les services de conférence. Il a souscrit à la décision du Sous-Comité juridique (A/AC.105/639 et Corr.1, par.13) tendant à ce que celui-ci reprenne à sa trente-sixième session la même organisation pour ses travaux (A/51/20, par. 214).
3. Le Comité, à sa trente-huitième session, est convenu qu'il devrait être mis fin à la pratique consistant à affecter des séances déterminées d'une session à l'examen de points particuliers de l'ordre du jour et que, pour faciliter aux États Membres l'organisation de leur programme, un calendrier provisoire des travaux continuerait de leur être fourni, sous réserve cependant du temps qui serait effectivement nécessaire pour l'examen de chaque point inscrit à l'ordre du jour (A/50/20, par. 169 b)). Le Comité a également convenu que les points de l'ordre du jour devraient être examinés consécutivement et que la discussion sur un point particulier serait considérée comme close lorsque le dernier intervenant inscrit sur la liste aurait pris la parole, et que le Président peut proposer la suspension de la discussion sur tel ou tel point, afin que des discussions supplémentaires puissent avoir lieu ultérieurement (A/50/20, par. 169 c)).
4. Conformément à la pratique établie, un certain temps pendant la première partie de la session devrait être réservé au débat général. Le Sous-Comité juridique, à sa session de 1995 (A/AC.105/607 et Corr.1, par. 52), a recommandé que les délégations qui participent au débat général se limitent à donner leur opinion sur des questions générales, d'ordre juridique et politique, concernant les travaux actuels et futurs du Sous-Comité.
5. Le Comité a recommandé que le Comité juridique poursuive, à sa session de 1997, ses consultations officieuses à composition non limitée afin de dresser par consensus une liste annotée des questions qu'il pourrait lui-même examiner à sa quarantième session en vue de leur éventuelle inscription à l'ordre du jour du Sous-Comité juridique (A/51/20, par. 152 et par. 211 c)). Le Comité est en outre convenu que chaque question proposée devrait être assortie d'un plan de travail sur plusieurs années qui devrait notamment préciser les objectifs visés, les rapports qu'aurait à fournir le Secrétariat et les États Membres et le produit final escompté (A/51/20, par. 152).
6. Le Sous-Comité juridique a décidé, à sa session de 1996 (A/AC.105/639 et Corr.1, par. 15 a)) qu'il devrait être prévu à sa session de 1997 moins de temps pour l'examen du point 3 de l'ordre du jour que pour l'examen du point 4.
7. L'Assemblée générale, au paragraphe 13 de sa résolution 51/123, a noté que, conformément à l'accord donné par le Comité à sa trente-neuvième session (Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 20 (A/51/20, par. 186)), le Président du Comité a organisé et continuera à tenir, en temps que de besoin, des consultations officieuses intersessions entre les membres du Comité pour leur permettre de prendre par consensus, avant la quarantième session du Comité, des décisions sur les modalités à prévoir pour modifier la composition des bureaux, compte tenu des principes de la répartition géographique équitable et de la rotation des membres, et que toutes les propositions formulées par des délégations ou groupes de délégations, concernant notamment la nécessité de restructurer l'ordre du jour et de revoir la durée des sessions, ont été prises

en considération dans le cadre de ces consultations officieuses.

8. Les tableaux 1 et 2 présentent un calendrier provisoire des travaux selon que la durée de la session du Sous-Comité juridique est de trois semaines ou de deux semaines.

Tableau 1. Calendrier provisoire des travaux pour une session de trois semaines

Date	Matin	Après-midi
Mardi 1er avril	Ouverture de la session; déclaration du Président	Définition/orbite des satellites géostationnaires
Mercredi 2 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Définition/orbite des satellites géostationnaires
Jeudi 3 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Consultations officieuses à composition non limitée ^a
Vendredi 4 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Consultations intersessions ^b
Lundi 7 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Définition/orbite des satellites géostationnaires
Mardi 8 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Consultations officieuses à composition non limitée
Mercredi 9 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Définition/orbite des satellites géostationnaires
Jeudi 10 avril	Sources d'énergie nucléaires	Consultations officieuses à composition non limitée
Vendredi 11 avril	Sources d'énergie nucléaires	Sources d'énergie nucléaires
Lundi 14 avril	Sources d'énergie nucléaires	Consultations officieuses à composition non limitée
Mardi 15 avril	Questions diverses	Consultations officieuses à composition non limitée
Mercredi 16 avril	Réservé à la préparation du projet de rapport par le Secrétariat	Adoption du rapport du groupe de travail sur la définition/orbite des satellites géostationnaires
Vendredi 18 avril	Adoption du rapport du Sous-Comité	Adoption du rapport du Sous-Comité

^aVoir paragraphe 5 de l'annexe.

^bVoir paragraphe 7 de l'annexe.

Tableau 2. Calendrier provisoire des travaux pour une session de deux semaines^a

Date	Matin	Après-midi
Mardi 1er avril	Ouverture de la session; déclaration du Président	Définition/orbite des satellites géostationnaires
Mercredi 2 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Définition/orbite des satellites géostationnaires
Jeudi 3 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Consultations officieuses à composition non limitée ^b
Vendredi 4 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Consultations intersessions ^c
Lundi 7 avril	Définition/orbite des satellites géostationnaires	Sources d'énergie nucléaires
Mardi 8 avril	Sources d'énergie nucléaires	Consultations officieuses à composition non limitée
Mercredi 9 avril	Questions diverses	Réservé à la préparation du projet de rapport par le Secrétariat
Jeudi 10 avril	Adoption du rapport du groupe de travail sur la définition/orbite des satellites géostationnaires	Adoption du rapport du Sous- Comité
Vendredi 11 avril	Adoption du rapport du Sous-Comité	

^aLe Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a déclaré, à sa trente-septième session (Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 20 (A/51/20, par. 217)), que :

“Conformément au paragraphe 12 k) du rapport du Sous-Comité juridique (A/AC.105/639), tous les efforts seront faits pour conclure la session du Sous-Comité juridique aussi tôt que possible, l'objectif étant que la session ne dure pas plus de deux semaines.”

Par conséquent, un calendrier provisoire pour une session de deux semaines est présenté pour aider les États Membres à planifier leurs programmes.

^bVoir paragraphe 5 de l'annexe.

^cVoir paragraphe 7 de l'annexe.